

## Communiqué de presse

**Sous embargo jusqu'au 9 janvier 2025, 12h30 EST****La reprise économique en Europe reste fragile dans un contexte d'incertitudes accrues, selon un rapport de l'ONU*****Une légère reprise de la croissance est prévue pour 2025, mais les faiblesses structurelles et le resserrement budgétaire pèsent sur les perspectives***

**Genève, le 9 janvier 2025** - L'économie européenne devrait connaître une modeste reprise de la croissance en 2025, sous l'effet d'une baisse de l'inflation, de politiques monétaires moins restrictives et de marchés du travail résilients, selon le rapport des Nations Unies intitulé **Situation et perspectives de l'économie mondiale 2025**. Toutefois, le rythme d'expansion de la région reste limité par le resserrement budgétaire, la faiblesse de l'activité manufacturière et des problèmes structurels tels qu'une croissance terne de la productivité et le vieillissement de la population.

Selon le rapport économique phare des Nations Unies, la croissance mondiale devrait se maintenir à 2,8 % en 2025, comme en 2024. Bien que l'économie mondiale ait fait preuve de résilience en résistant à une série de chocs qui se renforcent mutuellement, la croissance reste inférieure à la moyenne de 3,2 % enregistrée avant la pandémie, en raison de la faiblesse des investissements, de l'atonie de la croissance de la productivité et des niveaux d'endettement élevés.

Le rapport note que la baisse de l'inflation et l'assouplissement monétaire en cours dans de nombreuses économies pourraient donner un modeste coup de fouet à l'activité économique mondiale en 2025. Toutefois, l'incertitude demeure, avec des risques liés aux conflits géopolitiques, aux tensions commerciales croissantes et aux coûts d'emprunt élevés dans de nombreuses régions du monde. Ces problèmes sont particulièrement aigus pour les pays à faible revenu et les pays vulnérables, où une croissance insuffisante et fragile menace de compromettre davantage les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

« Les pays ne peuvent pas ignorer ces dangers. Dans notre économie interconnectée, les chocs d'un côté du monde font monter les prix de l'autre. Chaque pays est concerné et doit faire partie de la solution – en s'appuyant sur les progrès réalisés », souligne M. António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, dans l'avant-propos du rapport. « Nous avons tracé la voie. Il est maintenant temps de passer à l'action. Ensemble, faisons de 2025 l'année où nous mettrons le monde sur la voie d'un avenir prospère et durable pour tous. »

***La reprise lente en Europe devrait se poursuivre, la baisse de l'inflation soutenant les dépenses des ménages***

La reprise économique en Europe devrait se poursuivre lentement en 2025, la baisse de l'inflation et l'assouplissement monétaire soutenant les dépenses de consommation et les investissements. Le PIB de l'Union européenne (UE) devrait croître de 1,3 % en 2025, contre 0,9 % en 2024, tandis que le Royaume-Uni devrait voir sa croissance passer de 0,8 % à 1,2 %. Les marchés du travail, bien qu'ils montrent des signes d'essoufflement, restent résistants et contribuent à soutenir les revenus et les dépenses. Toutefois, la faible confiance des consommateurs et les taux d'épargne élevés des ménages continuent de ralentir le rythme de la reprise de la demande privée.

Les perspectives économiques restent inégales selon les pays et les secteurs. Les économies axées sur les services, telles que l'Espagne, la Grèce et le Portugal, continuent de bénéficier de la vigueur du tourisme et de la résistance des dépenses de consommation. En revanche, les économies à forte base manufacturière comme l'Allemagne et l'Autriche sont confrontées à une faible demande de biens industriels, à des coûts énergétiques élevés et à une baisse de la compétitivité à l'exportation. L'Allemagne, dont l'économie s'est contractée pour la deuxième année consécutive en 2024, ne devrait connaître qu'une modeste reprise en 2025.

L'inflation moyenne dans l'UE devrait tomber de 2,4 % en 2024 à 2,2 % en 2025, les pressions globales sur les prix s'atténuant encore. La désinflation renforce le pouvoir d'achat des ménages et soutient la consommation privée. Toutefois, l'inflation dans les services reste élevée en raison de la croissance rapide des salaires nominaux et de la forte demande dans des secteurs tels que le tourisme et l'hôtellerie. Ces pressions devraient s'atténuer progressivement à mesure que la croissance des salaires se modère et que les habitudes de dépenses postpandémiques reviennent à la normale.

### ***L'assouplissement monétaire apporte un soutien, mais le resserrement budgétaire pèse sur la croissance***

L'inflation se rapprochant des objectifs des banques centrales, l'assouplissement de la politique monétaire devrait se poursuivre en 2025, bien que l'incertitude persiste quant au rythme des réductions de taux et à la fin du cycle actuel. Alors que les coûts d'emprunt devraient diminuer, les effets des réductions de taux seront probablement lents à se matérialiser, en particulier dans des secteurs tels que le logement et la construction, qui sont toujours confrontés à des conditions de financement tendues. L'investissement des entreprises devrait se redresser progressivement, mais l'impact retardé du resserrement monétaire antérieur, combiné à des incertitudes accrues, continue de peser négativement sur l'activité.

La politique budgétaire devrait également continuer à peser sur la croissance, les gouvernements européens accordant la priorité à la réduction de la dette et à la reconstitution des réserves budgétaires épuisées pendant la pandémie. La tâche est particulièrement ardue dans les pays très endettés comme la France, l'Italie et le Royaume-Uni. Les efforts d'assainissement budgétaire sont compliqués par une croissance faible et des pressions croissantes sur les dépenses à long terme,



notamment les investissements publics substantiels qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs de transition climatique ainsi que les coûts liés au vieillissement, qui pèsent encore davantage sur une marge de manœuvre budgétaire déjà limitée.

Les marchés du travail restent un point relativement positif, bien que des signes clairs de ralentissement soient apparus. Alors que l'emploi a atteint des niveaux record tant pour les hommes que pour les femmes, la croissance de l'emploi ralentit, les taux de vacance d'emploi sont revenus aux niveaux d'avant la pandémie et les prévisions d'embauche des entreprises se sont affaiblies. Les taux de chômage devraient rester bas en 2025. L'emploi augmentant plus rapidement que la production économique, la croissance de la productivité du travail s'est ralentie, reflétant en partie la réticence des entreprises à réduire leurs effectifs en raison des difficultés de recrutement et des pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

### ***Minéraux essentiels : une opportunité vitale pour accélérer le développement durable***

Le rapport souligne le potentiel des minéraux essentiels pour la transition énergétique, tels que le lithium, le cobalt et les terres rares, ainsi que pour l'accélération des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable dans de nombreux pays.

Pour les pays en développement riches en ressources, l'augmentation de la demande mondiale de minéraux essentiels représente une occasion unique de stimuler la croissance, de créer des emplois et d'augmenter les recettes publiques pour investir dans le développement durable. Cependant, le rapport avertit que ces opportunités s'accompagnent de risques importants. La mauvaise gouvernance, les pratiques de travail dangereuses, la dégradation de l'environnement et la dépendance excessive à l'égard des marchés volatils des matières premières pourraient exacerber les inégalités et nuire aux écosystèmes, compromettant ainsi les progrès du développement à long terme.

« Les minerais essentiels ont un immense potentiel pour accélérer le développement durable, mais seulement s'ils sont gérés de manière responsable », fait observer M. Li Junhua, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales. « Les gouvernements doivent adopter des politiques tournées vers l'avenir et des cadres réglementaires complets pour garantir une extraction durable, un partage équitable des bénéfices et des investissements dans le renforcement des capacités de production, de manière à maximiser les avantages de ces ressources pour le développement. »

~~~

Le rapport sera disponible le 9 janvier 2025 à 12h30 EST sur [https://www.bit.ly/UN\\_WESP2025](https://www.bit.ly/UN_WESP2025) et [desapublications.un.org](https://desapublications.un.org) une fois l'embargo levé.

**Hashtag : #WorldEconomyReport**



**Nations  
Unies**

Département des  
affaires économiques  
et sociales

**Contacts médias :**

**Alex del Castello**, Département de la communication mondiale de l'ONU,  
[alexandra.delcastello@un.org](mailto:alexandra.delcastello@un.org)

**Helen Rosengren**, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU,  
[rosengrenh@un.org](mailto:rosengrenh@un.org)